



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question au Gouvernement n° 20

Texte de la question

PSA

M. le président. La parole est à Mme Isabelle Le Callennec, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire

Mme Isabelle Le Callennec. Merci, Monsieur le Président. Ma question s'adresse à nouveau au ministre du redressement productif et concerne la situation de PSA - redressement productif auquel, soit dit en passant, vous tournez ostensiblement le dos.

Vous commencez en effet par abroger, avec le collectif budgétaire, la TVA anti-délocalisation qui devait entrer en vigueur à partir d'octobre et qui venait justement soutenir la compétitivité de nos entreprises

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP).

J'en viens à PSA. L'annonce des 8 000 suppressions d'emplois a mis la France en émoi. Chacun pense ici aux salariés et à leurs familles, aux salariés de PSA mais aussi de ses sous-traitants, qui vivent dans l'angoisse de leur devenir.

Manier le verbe et l'incantation, à l'instar du Président de la République, donner du temps au temps ou polémiquer sur ce sujet grave, tout cela n'est certainement pas de nature à rassurer les salariés. Il faut agir pour la filière automobile tout entière, mais au plus près des territoires concernés, en mobilisant l'ensemble des acteurs de l'emploi et de la formation professionnelle.

Parce que nous sommes une opposition constructive *(Rires et exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC)* et que nous croyons à la diffusion des bonnes pratiques, nous sommes prêts à vous confier le secret de recettes qui ont fait leurs preuves dans de nombreux départements. *(Exclamations et rires sur les bancs du groupe SRC).*

M. le président. Allons, écoutez la question !

Mme Isabelle Le Callennec. Ainsi en est-il du fonds de revitalisation : En Ile-et-Vilaine, il est alimenté par les entreprises de plus de 1 000 salariés qui licencient. Ce fonds, associé à une gestion territoriale des emplois et des compétences, offre donc des opportunités réelles de reclassement aux salariés licenciés économiques du territoire.

Au lieu de faire croire à une opinion publique qui n'est pas dupe que votre majorité a le pouvoir d'éviter les licenciements, voire de les interdire, comment comptez-vous, monsieur le ministre, sécuriser les parcours professionnels des salariés de PSA et de ses sous-traitants ? Quelles perspectives durables leur offrez-vous ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP).*

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Madame la députée, dans ce dossier difficile et très dur pour notre pays comme pour les milliers de familles dont vous partagez la peine, et je vous en remercie, le Gouvernement, vis-à-vis d'un groupe privé dont nous ne sommes pas actionnaires, souhaite connaître exactement la situation de Peugeot-Citroën.

Pourquoi ? Pour une raison simple : c'est qu'il existe deux sortes de plans sociaux. Des plans sociaux parfaitement abusifs, comme celui de SANOFI : 5 milliards de bénéfices l'année dernière, 2 milliards au premier semestre et des emplois supprimés annoncés par son directoire *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC)*, et des plans sociaux qui paraissent inévitables, dans la mesure où nous ne voulons pas que les salariés

qui restent dans l'entreprise soient les victimes futures d'un plan qui n'aurait pas été mené.

D'ailleurs, si nous faisons porter aujourd'hui la critique sur Peugeot, comme l'a fait le Président de la République, c'est précisément parce que ce plan était connu. J'ai là sous les yeux un document interne de Peugeot daté du 23 août 2010, sorti par les syndicats du site d'Aulnay, qui annonçait sa fermeture. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe UMP.*)

M. Jean-Pierre Gorges. C'est donc que vous saviez !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. J'ai également les déclarations de mon honorable prédécesseur qui déclarait ici même le 27 octobre 2011, un an après la diffusion publique de ce document : " M. Varin m'a confirmé qu'aucun plan de licenciements ou de départs volontaires n'est envisagé à ce jour ; la présence industrielle de PSA en France, notamment à Aulnay et Sevelnord, n'est pas remise en cause " (*" Hou ! hou ! " sur les bancs du groupe SRC*).

M. Philippe Martin. Menteurs ! Menteurs !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Nous avons donc besoin de comprendre ce qui se passe dans cette entreprise avant de prendre position. Et je crois, madame la députée, que tous les Français et tous les parlementaires de ce pays seront heureux de connaître ce qui s'est passé avant de prendre des décisions, quelles qu'elles soient. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Isabelle Le Callennec](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 20

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 juillet 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 juillet 2012](#)